

tannique du nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'un aqueduc, ou d'une usine à gaz, l'incorporation de professions ou métiers, de compagnies à fonds sociale; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; le prélèvement d'une taxe locale, la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation parlementaire, ou celle d'un township; le changement d'un chef-lieu de comté ou d'un bureau local, le règlement d'une commune; le nouvel arpentage d'un township, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature de l'objet de la demande,—comme suit, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle*, et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière, donner aussi avis des peages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les piles ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Greffier, Conseil Législatif.
G. M. MUIR,
Greffier de l'Assemblée Législative.

19 455

the Act of British North America, 1867, whether for the construction of a Bridge, a Railway, a Turnpike road or Telegraph line, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a city, town, village or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any County for purposes other than that of representation in Parliament, or of any township; the removal of the site of any County, town or of any local Offices; the regulation of any Common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former Act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one in the French language, in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least thirty days during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill, shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also, at the same time and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,
Clerk, Legislative Council.
G. M. MUIR,
Clerk, Legislative Assembly.

456

Avis Divers.

PROVINCE DE QUEBEC.

Municipalité du Comté de Bonaventure.

AVIS PUBLIC est par le présent donné aux intéressés par Joseph Guillaume LeBel, secrétaire-trésorier, que le conseil du comté de Bonaventure a passé la résolution suivante :

Province of Quebec,—Municipalité du Comté de Bonaventure.

A une session générale et trimestrielle du conseil municipal du comté de Bonaventure, tenue à New Carlisle, chef-lieu du dit comté, mercredi, le dixième jour de septembre dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-et-treize, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, à laquelle étaient présents, MM. William McPherson, maire de la municipalité du township de Port Daniel, Barnabas McGie, maire de la municipalité du township de Hope, Alexis Poirier, maire de la municipalité du township de Hamilton, John Cullen, maire de la municipalité du township de Carleton, Ludger Lucier, maire de la municipalité du township de Maria, William Robertson, maire de la municipalité du township de New Richmond, tous conseillers et formant un quorum.

Il a été proposé comme suit :

Proposé par M. John Cullen, secondé par M. William Robertson, en l'absence du préfet, que M. William McPherson soit nommé président de la présente assemblée.

Miscellaneous Notices.

PROVINCE OF QUEBEC.

Municipality of the County of Bonaventure.

PUBLIC NOTICE is hereby given to all parties interested, by Joseph Guillaume LeBel, secretary treasurer, that the county council of Bonaventure has passed the following resolution :

Province of Quebec,—Municipality of the County of Bonaventure.

At a general quarterly meeting of the municipal council of the county of Bonaventure, held at New Carlisle, *chef-lieu* of the said county of Bonaventure, the tenth day of September, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and seventy-three, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec, at which were present Messrs. William McPherson, mayor of the municipality of the township of Port Daniel, Barnabas McGie, mayor of the municipality of the township of Hope, Alexis Poirier, mayor of the municipality of the township of Hamilton, John Cullen, mayor of the municipality of the township of Carleton, Ludger Lucier, mayor of the municipality of the township of Maria, William Robertson, mayor of the municipality of the township of New Richmond, all councillors, forming a quorum.

The following proceedings were had :

Proposed by Mr John Cullen, seconded by Mr. William Robertson, and resolved that Mr. William McPherson, in the absence of the warden, be chairman of the present meeting.

Et attendu qu'en vertu de l'article trente-deux du code municipal de la province de Québec, les habitants ou électeurs de la paroisse de Saint-Charles de Caplan, dans le comté de Bonaventure, ont constaté, à la satisfaction de ce conseil, que la dite paroisse de Saint-Charles de Caplan, actuellement érigée civilement, et contenant une population de trois cents âmes et plus, et attendu qu'ils demandent en conséquence l'érection de la dite paroisse de Saint-Charles en municipalité de paroisse, et attendu aussi qu'avis a été dûment donné à cet effet suivant la loi.

Il a été proposé par M. Barnabas McGie, secondé par M. John Cullen, et résolu ;

Que la paroisse de Saint-Charles de Caplan, située dans le comté de Bonaventure, et actuellement érigée civilement, et contenant une population de plus de trois cents âmes, soit érigée en municipalité de paroisse sous le nom de municipalité de Saint-Charles de Caplan, laquelle comprendra les mêmes limites que celles contenues dans la proclamation l'érigeant civilement, en date du cinq mai 1873.

(Signé), Wm. McPHERSON, Président,
J. G. LeBEL, Secrétaire-trés.

Et que cette dite résolution a été soumise à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, conformément à l'article 41 du code municipal de la province de Québec, et autres articles sur le sujet, et a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur le dix mars mil huit cent soixante-et-quatorze.

Et je certifie que la résolution ci-dessus est une vraie et correcte copie de l'original.

Donné sous mon seing ce dix-septième jour de mars mil huit cent soixante-et-quatorze.

J. G. LeBEL,
Secrétaire-Trésorier du Conseil de
Comté de Bonaventure.

2231

PROVINCE DE QUEBEC.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par les personnes ci-après nommées, pour obtenir des Lettres Patentes sous le grand sceau, leur octroyant une charte constituant elles et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires dans la compagnie à être ainsi créée en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social.

Le nom proposé de la compagnie est : The Tolley Manufacturing Company.

L'objet pour lequel son incorporation est demandée est de manufacturer des tissus élastiques et autres articles employés dans le commerce de chaussures et autres.

Les opérations de la dite compagnie seront poursuivies dans le village de Coaticook, dans la province de Québec, et dans la cité de Montréal, dans la dite province, et ailleurs dans la dite province, et la principale place d'affaires sera dans la dite cité de Montréal.

Le montant du fonds social de la dite compagnie est de deux cent mille piastres.

Le nombre des actions est de deux mille, et le montant de chaque action est de cent piastres.

Les noms, domiciles et professions des requérants, sont : Abraham Tolley, manufacturier, ci-devant de Nottingham, en Angleterre, et maintenant de la dite cité de Montréal, l'honorable Matthew Henry Cochrane, de Compton, dans la province de Québec, et sénateur de la puissance du Canada, et Charles Cassils et Abraham Spaulding, tous deux de la dite cité de Montréal, manufacturiers, Edward Ashworth Whitehead et Henry Julius Fisk, tous deux de la dite cité, marchands, Thomas Bell et Samuel Bell, tous deux de la dite cité, manufacturiers, Thomas Samuel, de la dite cité, marchand, Francis Collins, marchand, de la cité de Saint-Jean, dans la province du Nouveau-Brunswick, Lewis Sleeper, commerçant, de Coaticook susdit, Samuel Cleveland, fils, commerçant, et George O. Doak, avocat, tous deux de Coaticook susdit, Francis Scholes, manufacturier, de la dite cité de Montréal, Richard White, commerçant, de la dite cité de Montréal, Narcisse Valois et Jude Valois, tous deux manufacturiers, de la dite cité de Montréal, George Bresse, manufacturier, de la cité de Québec, dans la province de Québec, John Macpherson et Samuel N. Sterling, manufacturiers, de la cité

And whereas pursuant to the article thirty-two of the municipal code of the province of Quebec, the inhabitants or electors of the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, have established, to the satisfaction of the said council, that the said parish of Saint Charles de Caplan, now civilly erected, contains a population of three hundred souls and upwards, and whereas they accordingly ask for the erection of the said parish of Saint Charles de Caplan into a municipality, and whereas notice has also been given therefor pursuant to law.

Proposed by Mr. Barnabas McGie, seconded by Mr. John Cullen, and resolved ;

That the parish of Saint Charles de Caplan, in the county of Bonaventure, and actually erected civilly, and containing a population of upwards of three hundred souls, be erected into a parish municipality, under the name of the municipality of the parish of Saint Charles de Caplan, within the limits contained in the proclamation erecting the same into a parish, dated the fifth day of January, 1873.

(Signed), Wm. McPHERSON, Chairman,
J. G. LeBEL, Secretary Treas.

And that the said resolution has been submitted for the approval of the Lieutenant Governor in council, pursuant to the article 41 of the municipal code of the province of Quebec and other articles relating thereto, and has been approved by the said Lieutenant Governor, on the tenth day of March, one thousand eight hundred and seventy-four.

And I certify that the resolution hereinabove set forth is a true and correct copy of its original.

Given under my hand the seventeenth day of March, one thousand eight hundred and seventy-four.

J. G. LeBEL,
Secretary Treasurer of the County
Council of Bonaventure.

2232

PROVINCE OF QUEBEC.

PUBLIC NOTICE is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council by the persons hereinafter mentioned for Letters-Patent under the great seal, granting them a charter constituting them, and such other persons as may become shareholders in the company to be thereby created, a body corporate and politic under the provisions of the The Joint Stock Companies Incorporation Act.

The proposed name of the company is : The Tolley Manufacturing Company.

The object for which its incorporation is sought, is the manufacture of elastic webs and other articles used by the shoe trade and others.

The operations of the said company will be carried on in the village of Coaticook, in the province of Quebec, and in the city of Montreal, in said province, and elsewhere in said province ; the head office and chief place of business to be in the said city of Montreal.

The amount of the said company's stock is two hundred thousand dollars.

The number of shares is two thousand, and the amount of each share is one hundred dollars.

The names, places of residence and occupation of the applicants are : Abraham Tolley, manufacturer, lately of Nottingham, in England, and presently of the said city of Montreal, the Honorable Matthew Henry Cochrane, of Compton, in the province of Quebec, a senator of the Dominion of Canada, and Charles Cassils and Abram Spaulding, both of the said city of Montreal, manufacturers, Edward Ashworth Whitehead and Henry Julius Fisk, both of the said city, merchants, Thomas Bell and Samuel Bell, both of the said city, manufacturers, Thomas Samuel, of the said city, merchant, Francis Collins, of the city of Saint-John, in the province of New Brunswick, merchant, Lewis Sleeper, of Coaticook aforesaid, trader, Samuel Cleveland, junior, trader, and George O. Doak, advocate, both of Coaticook aforesaid, Francis Scholes, of the said city of Montreal, manufacturer, Richard White, of the said city of Montreal, trader, Narcisse Valois and Jude Valois, both of the said city of Montreal, manufacturers, George Bresse, of the city of Quebec, in the province of Quebec, manufacturer, John Macpherson and Samuel N. Sterling, of the city of Hamilton, in the province of Ontario, manufactu-